

Les sanctions dans le domaine de l'aide sociale

La position d'AvenirSocial

Soziale Arbeit Schweiz
Travail social Suisse
Lavoro sociale Svizzera
Lavur sociala Svizra

avenirsocial
Information Engagement Réseau



Depuis un certain temps, de fortes pressions politiques et sociales s'exercent sur le dispositif d'aide sociale. Au niveau politique, des voix s'élèvent pour exiger une responsabilisation des individus dans l'optique d'un État social fondé sur le principe de l'activation. Les sphères politique et médiatique critiquent régulièrement le dispositif de l'aide sociale. Ainsi, les services et les autorités chargés de l'aide sociale évoluent dans un contexte qui exige d'eux davantage de mesures de contrôle et d'économies. Dès lors, les véritables objectifs de l'aide sociale, à savoir le droit au minimum vital et l'intégration sociale, ainsi que le droit à une existence digne, passent souvent au second plan. Les bénéficiaires de l'aide sociale sont, de manière indifférenciée, exposés à la stigmatisation et au soupçon d'abus. Le droit à une existence digne et celui au respect de la vie privée sont ainsi oubliés. Dans leur pratique quotidienne, les travailleuses et travailleurs sociaux sont confrontés à une tâche difficile, celle d'analyser et d'interpréter les demandes d'aide à la lumière de leur propre compréhension de la profession, des droits fondamentaux ainsi que des directives institutionnelles et législatives.

Face à ce constat, AvenirSocial présente dans ce document sa position sur les sanctions mises en œuvre dans le domaine de l'aide sociale et en examine de façon critique le cadre sociopolitique et institutionnel. Après une description du contexte et une définition des notions, les effets de ces sanctions seront analysés, avant de conclure par la présentation de la position d'AvenirSocial relative aux sanctions.

Position

AvenirSocial Suisse est opposé au principe d'une aide sociale qui fonde son action sur la discipline et le recours aux sanctions. S'il est légitime de procéder à des contrôles proportionnés dans le cas de prestations sous condition de ressources, ceux-là ne doivent pas conduire à un état de suspicion généralisé où l'action de l'administration devient stigmatisante. L'aide sociale doit encourager, soutenir et favoriser l'intégration, ce qui ne saurait être réalisé avec des menaces de sanctions. Les mesures visant à garantir le droit au minimum vital et l'intégration doivent être empreintes de valeurs comme l'estime et la confiance, et se fonder sur le principe de la dignité humaine. Ce n'est qu'ainsi que la société pourra offrir une chance d'intégration aux personnes en situation de pauvreté et reconnaître leurs conditions de vie et leurs efforts quotidiens. Cette attitude est une condition indispensable à la cohésion sociale ainsi qu'au rôle de passerelle entre les individus et la société que remplit l'aide sociale.

Les droits fondamentaux sont garantis par la Constitution fédérale (CF). Le droit à une assistance en situation de détresse, sur lequel reposent les prestations de l'aide sociale, en fait partie. L'art. 12 de la Constitution fédérale dispose que: «Quiconque est dans une situation de détresse et n'est pas en mesure de subvenir à son entretien a le droit d'être aidé et assisté et de recevoir les moyens indispensables pour mener une existence conforme à la dignité humaine»¹.

La dignité humaine, qui est au cœur des fondements éthiques du travail social, est aujourd'hui un marqueur de la manière dont les êtres humains se comportent entre eux et dont les structures traitent les personnes. La dignité d'une personne repose sur le sentiment d'estime de soi que lui confère la reconnaissance sociale fondée sur l'égalité de droit. C'est de l'égalité de droit que découlent les droits fondamentaux à la protection et à l'aide.²

En Suisse, en raison de la structure fédéraliste, les formes d'aide sociale sont diverses. La Confédération n'a pas de compétence législative en matière d'aide sociale. Afin d'assurer l'égalité de traitement, une association privée, la Conférence suisse des institutions d'action sociale (CSIAS) définit des normes pour l'organisation et le calcul de l'aide sociale³ dans le cadre d'une coordination intercantonale volontaire. Les normes de la CSIAS prennent une valeur contraignante à travers les législations cantonales, la jurisprudence et les réglementations communales, et sont, dans l'ensemble, bien acceptées aujourd'hui. Selon la CSIAS, l'aide sociale consiste à garantir le droit au minimum vital – le minimum vital absolu étant distinct du minimum vital social – et à aider les personnes par des conseils et un soutien personnels. Ces deux aspects, l'aide financière et l'aide personnelle, ont pour objectif l'intégration, c'est-à-dire la participation à la vie économique et sociale. Le droit au minimum vital et l'intégration sont ainsi les deux «droits fondamentaux» de l'aide sociale suisse. L'aide personnelle est une tâche exigeante, car elle demande de prendre en compte la situation individuelle des personnes concernées et de leurs familles. En règle générale, ce sont les

1 L'art. 12 de la Constitution fédérale (CF) est, du point de vue du droit constitutionnel, un droit humain transformé et représente, dans la perspective des droits humains, un droit inconditionnel. Dès lors, le droit à une existence digne doit garantir davantage que la simple survie. Le Tribunal fédéral s'est exprimé comme suit au sujet de l'art. 12 de la CF: «Seul ce qui est nécessaire pour mener une existence digne et éviter la mendicité est garanti par la Constitution. Il appartient en premier lieu à l'autorité compétente de déterminer, en s'appuyant sur sa législation, la nature et l'étendue des prestations à accorder. Sont ici à prendre en compte aussi bien les prestations en espèce que les prestations en nature.» (ATF 121 I 367, p. 371).

Aucun droit direct à une assistance ne découle de l'art. 12 de la Constitution fédérale. Seule une personne qui «n'est pas en mesure» de subvenir à ses besoins peut bénéficier d'une assistance. La responsabilité individuelle prend, ainsi formulée, une signification particulière, bien qu'elle ne constitue pas un devoir justiciable dont l'État pourrait exiger l'accomplissement. L'art. 12 de la CF ne chiffre pas le minimum vital ; il garantit l'accès «aux moyens indispensables pour mener une existence conforme à la dignité humaine». Selon le Tribunal fédéral, le droit à l'aide naît seulement lorsque la personne a accompli les efforts qu'on peut raisonnablement exiger d'elle, y compris dans le cadre de mesures d'intégration. De la même manière et toujours selon le Tribunal fédéral, les prestations financières peuvent être totalement suspendues en cas de refus formel de participer aux mesures d'intégration permettant la survie. Ainsi, la jurisprudence du Tribunal fédéral permet, dans certaines situations, de priver une personne du droit constitutionnel à l'assistance (ATF 130 I 71, p. 71). Voir à ce sujet également Müller/Schefer, 2008, p. 763 ss.

Certains en revanche défendent une position contraire à la jurisprudence du Tribunal fédéral: «D'un point de vue constitutionnel, le versement de prestations d'aide sociale dépend uniquement de la situation concrète actuelle de la personne. L'unique question à poser est de savoir si la personne dispose ici et maintenant des moyens nécessaires pour mener une existence digne» (cf. Amstutz, 2005, p. 21).

2 Sur le concept de dignité humaine, cf. par exemple Menke/Pollmann, 2008, p. 129 ss.

3 Conférence suisse des institutions d'action sociale, CSIAS, 2005.

travailleuses et travailleurs sociaux qui réalisent ce difficile travail de conseil. Il leur incombe de mettre en route des mesures d'intégration et, éventuellement, des sanctions.

La version révisée de 2005 des normes de la CSIAS a formalisé le changement de paradigme passant d'une logique de «*Welfare*» à celle de «*Workfare*», cette dernière reposant sur la politique d'activation. Trois nouveaux principes ont été introduits: un système d'incitations qui récompense financièrement les comportements visant l'intégration professionnelle ; des mesures dites d'intégration⁴ qui peuvent être obligatoires, ainsi qu'un système de sanctions dans les cas où les bénéficiaires de l'aide sociale ne se conforment pas aux directives.

Notions: sanctions et abus

C'est dans le contexte qui vient d'être présenté que la question des sanctions sera examinée dans ce qui suit. Les sanctions sont des clauses d'une loi ou de toute autre dispositif normatif qui déterminent les conséquences juridiques d'une infraction et, le cas échéant, les peines encourues. Qu'est-ce qui constitue une infraction? Dans le débat actuel sur l'aide sociale, et même dans la politique sociale dans son ensemble, l'«abus» est considéré comme une infraction ayant des conséquences juridiques et s'accompagnant de sanctions. Il s'agit là d'un fait intéressant: il n'est pas question de violation de la loi, de délit ou de fraude, comme c'est habituellement le cas lorsque des personnes ne respectent pas des règles (une agression est considérée comme un délit et non, par exemple, comme un abus de supériorité par la force des armes; un comptable qui détourne un million se rend coupable de fraude et non d'abus d'information). Le fait d'avoir recours au concept d'abus montre qu'il n'est pas question ici de droits et de devoirs clairement définis ou de sécurité juridique, mais de morale et de concepts flous comme la bonne foi. Dès lors, pour ainsi dire n'importe quel acte peut être qualifié d'abus.

La notion d'abus est surtout employée par les personnes opposées par principe à l'aide sociale, et seulement depuis le début de la crise des années 1990 et de l'instauration progressive de l'État social activant.⁵ L'abus est toujours perçu comme un acte scandaleux. En recourant à la notion d'abus, on introduit des considérations morales qui dépolitisent la question de l'aide sociale.

Dans le domaine de l'aide sociale, les sanctions sont définies par les législations nationales et cantonales et interprétées, notamment, par les tribunaux et la jurisprudence. La CSIAS explicite la pratique juridique actuelle afin de guider les professionnel-le-s et d'assurer la sécurité juridique et l'égalité de traitement. La CSIAS distingue trois types d'«abus» ou de «perception illégale de prestations» (les deux termes étant mis sur le même plan): (1) l'obtention de prestations par suite de déclarations fausses ou incomplètes, (2) l'utilisation inappropriée des prestations et (3) le fait de maintenir une situation d'indigence. Elle oppose ces abus à cinq types de sanction (CSIAS, 2010, p. 3 ss.):

- Réduction des prestations sociales en cas de non-respect des directives. Le forfait pour l'entretien peut dans ces cas être réduit, au maximum de 15% pour une période allant jusqu'à 12 mois ; les prestations incitatives peuvent être supprimées (CSIAS, 2005, A.8-2);
- Suppression de l'aide sociale lorsque la personne peut subvenir à ses besoins, c'est-à-dire lorsqu'elle reste délibérément en situation d'indigence afin de bénéficier de l'aide sociale (CSIAS, 2005, A.8-3);

4 Cf. AvenirSocial, 2012.

5 Cf. Pulver, 2010, p. 7 ss.; Nef, 2008, p. 5; Bonvin/Nadai, 2012.

- Remboursement lorsque l'obligation d'information n'a pas été respectée et que des prestations indues ont été versées ou que des prestations ont été utilisées de façon inappropriée (CSIAS, 2005, E.3);
- Non-entrée en matière en cas de déclarations incomplètes (CSIAS, 2005, A.8-4);
- Plainte ou poursuites devant une juridiction pénale en cas de perception frauduleuse au sens de l'art. 146 du Code pénal suisse.

En outre, la CSIAS mentionne trois mesures d'ordres méthodique et organisationnel en cas d'abus ou de «suspçon fondé»: adaptation du mode de paiement (versement direct à des tiers au lieu d'un paiement en espèces à la personne ; paiement hebdomadaire ou quotidien) ; intervention d'inspecteurs sociaux ; investigation secrète menée par des organes de police.

La CSIAS souligne que chaque sanction doit être prononcée sous la forme d'une décision motivée et pouvant faire l'objet d'un recours. Chaque sanction doit être proportionnée et annoncée préalablement, et la personne concernée doit être informée clairement des conséquences possibles de la sanction. De même, les droits procéduraux prévu par la Constitution (le droit d'être entendu, le droit d'accéder au dossier, la motivation des décisions, l'égalité de traitement, la proportionnalité, etc.) doivent également être respectés. Enfin, la sanction ne devrait pas compromettre le droit au minimum vital et ne pas porter préjudice aux proches.

Néanmoins, la suspension totale de prestations financières peut être autorisée conformément à la jurisprudence du Tribunal fédéral.⁶ Ceci n'est toutefois possible qu'en cas de violation du principe de subsidiarité, c'est-à-dire lorsque l'autorité d'aide sociale est en mesure de prouver que la personne concernée maintient sa situation d'indigence uniquement dans le but de bénéficier de l'aide sociale. Dans ce cas, la suspension de l'aide sociale n'est alors pas considérée comme une sanction.

Ce sont les 26 lois cantonales sur l'aide sociale qui règlent les pratiques de sanction. Ces dernières varient dès lors considérablement d'un canton à l'autre.⁷

Une question qui tend à raviver la thématique de l'abus dans le discours politique est constituée par ce qu'on appelle les effets de seuil⁸. Un effet de seuil peut se produire à l'entrée ou à la sortie du droit à une aide et lorsque cette aide n'est pas coordonnée aux différents dispositifs de protection sociale. Par exemple, une personne dont la situation financière est précaire (bas salaire), mais qui dépasse de justesse le barème de revenu lui permettant de prétendre à l'aide sociale, doit, dans certains cantons, payer des impôts et ne peut bénéficier du subside à l'assurance maladie. Elle dispose donc de moins de ressources qu'une personne bénéficiant de l'aide sociale non imposable et qui perçoit diverses aides ponctuelles. C'est pourquoi les opposants au droit fondamental à l'aide sociale exigent que celle-ci soit davantage réduite afin de neutraliser les effets de seuil. Ils sont d'avis que sinon, trop de personnes souhaiteront bénéficier de l'aide sociale plutôt que de l'éviter.

⁶ ATF 130 I 71, p. 71.

⁷ Conférence suisse des institutions d'action sociale, CSIAS, 2013; Roth, 2008, p. 113; SECO, 2010, p. 21.

⁸ Cf. Ehrler et al., 2012.

Les effets des sanctions

Les sanctions et les menaces de sanction ne concernent pas seulement les individus mais servent aussi des objectifs collectifs de dissuasion et de stigmatisation. Dans le cas de l'aide sociale, elles visent, aussi, à sauvegarder la morale du travail. Last but not least, les sanctions dans le domaine de l'aide sociale contribuent à légitimer le bon fonctionnement des institutions de l'aide sociale face à l'opinion publique et au monde politique. Nous examinerons ici les effets possibles des sanctions sur l'individu, puis sur l'ensemble de la société.

La sanction telle qu'on vient de la décrire est une punition qui, du point de vue de la psychologie de la motivation, constitue une incitation négative. Or, les incitations sont particulièrement pertinentes et efficaces lorsqu'elles correspondent aux motivations de la personne. Lorsque la volonté est stimulée par des émotions positives, elle constitue la base de changements durables.⁹ Comme le montrent des recherches¹⁰ sur les processus de changement, les pressions et les contraintes déclenchent chez les individus un mode d'évitement. Dans le contexte de l'aide sociale, cela peut se traduire par un refus de coopérer, un manque de transparence, l'absence aux rendez-vous, un comportement agressif, des menaces, etc. De plus, les sanctions peuvent anéantir la confiance envers les autorités et les travailleuses et travailleurs sociaux et exacerber les rapports de force. «On peut dire que du point de vue des bénéficiaires de l'aide sociale, les sanctions et le principe de contrepartie constituent des obstacles de taille à la coopération»¹¹. Aussi bien l'expérience des travailleuses et travailleurs sociaux que les résultats d'études résumés ici montrent que le recours à des sanctions rend difficile le succès à long terme des efforts d'intégration.¹²

La représentation de l'être humain qui sous-tend l'aide sociale fondée sur le principe d'activation a également un impact considérable sur l'ensemble de la société. Le modèle de l'«homo œconomicus» rationnel conduit à une stigmatisation des bénéficiaires de l'aide sociale qui ne se poseraient qu'une seule question: pourquoi me fatiguer à travailler si l'emploi auquel je peux prétendre n'améliore que très peu mon niveau de vie et me fait perdre une grande partie de mon temps libre? C'est sur la base de ce raisonnement que certains exigent des mesures contraignantes, comme les incitations, le principe de la contrepartie et les sanctions. C'est comme si les êtres humains en général et les personnes pauvres en particulier étaient par définition paresseux (ou du moins indolents), et que le droit au minimum vital les empêchait de participer de manière active à la société (cf. Keller, 2005).

Comme cela a été démontré, une telle conception de l'être humain est non seulement erronée – en effet, l'être humain est fondamentalement coopératif¹³ – mais elle favorise aussi la construction de structures ne respectant pas les droits

9 Cf. Zolli, 2012; cf. aussi Kumpfer, 1999.

10 «Les travailleuses et travailleurs sociaux estiment que, parmi les conditions structurelles, ce sont en premier lieu la pression exercée dans le cadre des programmes d'intégration et les sanctions associées qui rendent difficile leur travail, car elles aboutissent souvent à des solutions ni adéquates ni équitables». Et plus loin: «L'exigence de contreparties (probablement) dénuées de sens n'est pas la seule entrave à l'action des professionnel-le-s: le fait de sanctionner matériellement les demandeurs d'aide «non-coopérants» au moyen de réductions des prestations ou du non-versement des primes à l'intégration constitue également un fardeau pour les professionnel-le-s» (Eser/Guhl/Rotzetter, 2013, p. 28 et 82.) Voir aussi Ames, 2009; Keller, 1999; Zobrist, 2009.

11 Eser et al., 2013, p. 63.

12 Cf. Maeder/Nadai, 2004.

13 Cf. p. ex.: Tomasello, 2010; cf. aussi Bauer, 2006.

humains et qui nuisent à la cohésion sociale. Les sanctions constituent donc une atteinte à la dignité humaine, au droit à l'autodétermination et au sens des responsabilités des personnes pauvres.

Les sanctions et le discours sur les abus en amont poursuivent également des objectifs étrangers au bien-être des personnes pauvres. La pression exercée sur les bénéficiaires de l'aide sociale sert d'avertissement aux personnes dont les conditions de travail et de vie sont précaires: elles doivent accepter ces conditions pour éviter de se retrouver dans une situation bien pire, par exemple dans une situation de dépendance de l'aide sociale¹⁴. De ce point de vue, les sanctions jouent un rôle de dissuasion. Par ailleurs, il existe un lien entre les sanctions et les pressions politiques de légitimation exercées sur l'aide sociale, voire sur la solidarité étatique en général. Les sanctions ne sont pas des outils de travail destinés aux travailleuses et travailleurs sociaux, mais des instruments techniques et juridiques purement administratifs dont le but est de légitimer et d'appliquer certaines directives politiques.

AvenirSocial considère que de telles sanctions constituent une atteinte à la dignité humaine et aux droits fondamentaux de toutes et de tous.

La position d'AvenirSocial sur les sanctions dans le domaine de l'aide sociale

Sur le plan éthique, les travailleuses et travailleurs sociaux se réfèrent au code de déontologie du travail social en Suisse (CD)¹⁵, dans lequel la dignité humaine et les droits humains constituent des priorités absolues. C'est sur ces bases que notre association professionnelle fonde sa position relative aux sanctions dans le domaine de l'aide sociale.

1. La protection de la dignité humaine et le droit au minimum vital dans une situation de détresse qui en découle sont prioritaires et intangibles. En vertu des droits humains, le droit à une assistance en situation de détresse est garanti à toute personne, indépendamment de son comportement, de ses projets et de son éventuelle part de responsabilité quant à la situation de détresse. Le droit au minimum vital ne doit être soumis à aucune condition telle que des contreparties ou des épreuves de type « modèle passage »¹⁶ (CD 8.1 à 8.8). Lorsqu'une situation de détresse est attestée, une sanction (réduction ou suppression totale des prestations) qui affecte le minimum vital n'est pas conforme aux droits humains et doit, de ce fait, être refusée (CD 4.1 et 4.2).
2. Dans la pratique, l'aide sociale actuelle contrevient, en partie, à ce principe. La jurisprudence du Tribunal fédéral est, quant à elle, contradictoire. Si les règlements fondant les sanctions sont légales, elles n'en sont pas pour autant automatiquement légitimes du point de vue des droits humains et de la dignité humaine, ni d'ailleurs efficaces sur le plan méthodologique et empirique. AvenirSocial s'oppose aux sanctions dont le but est d'obliger une personne à accepter un travail. AvenirSocial invite les travailleuses et travailleurs sociaux à s'engager collectivement en faveur d'une législation et d'une aide sociale conformes aux droits humains (CD 9.1 à 9.8; 13.2).

¹⁴ Wacquant, 2004.

¹⁵ AvenirSocial, 2012.

¹⁶ Le « modèle passage », introduit par la Ville de Winterthur en 2001, consiste en une activité obligatoire exigée des nouveaux et nouvelles bénéficiaires préalable aux prestations financières ordinaires de l'aide sociale. Les cantons de BS, ZH, GE, notamment, ont depuis lors introduit de telles épreuves.

3. La seule condition pour recevoir une prestation d'aide sociale est que la personne se trouve dans une situation de détresse avérée et ne peut s'en sortir elle-même. AvenirSocial estime légitime que les institutions d'aide sociale exigent des demandeurs un exposé étayé de leur situation. Si ces derniers ne s'acquittent pas de cette obligation, toute mesure appropriée et conforme à la loi conduisant à une clarification de la situation d'indigence est justifiée.
4. Selon AvenirSocial, l'obtention de prestations sociales au moyen de déclarations intentionnellement fausses ou incomplètes n'est ni légitime ni légale, mais constitue une fraude au sens de l'art. 146 du Code pénal suisse¹⁷ et doit entraîner une sanction pénale ou administrative.
5. Dans le cas où une personne se trouve dans une situation de détresse avérée, une sanction éventuelle ne doit en aucun cas affecter le minimum vital social.
6. AvenirSocial stipule le droit à l'intégration. L'association appuie toutes les mesures conduisant à une intégration sociale et professionnelle durable des bénéficiaires, pour autant qu'elles soient respectueuses des droits humains. Le succès de telles mesures dépend largement de la volonté d'intégration des acteurs économiques. Les mesures d'intégration doivent, notamment, respecter les règles des contrats de travail usuels et des formations certifiantes. Le développement du pouvoir d'agir, l'intégration sociale, culturelle et économique ainsi que les principes de l'égalité de traitement, de l'autodétermination et de la participation doivent être au cœur des programmes d'intégration. Il est de ce point de vue indispensable que les mesures d'intégration s'appuient sur le volontariat. C'est dans ce sens que les travailleuses et travailleurs sociaux interviennent auprès des autorités et dans le champ politique (CD 10.1 à 10.3).
7. Afin de rendre possible l'intégration et d'éviter l'aide sociale, il est nécessaire de mettre en place tant des mesures générales que des aides spécifiques visant à résoudre des problèmes de santé, familiaux ou financiers. Cela implique avant tout des conditions de travail (salaires) garantissant l'existence, des logements abordables, des crèches et des possibilités de formation, mais également des activités au sein du voisinage et de la communauté qui favorisent l'intégration sociale et culturelle.
8. Il est nécessaire de simplifier l'aide sociale. Les contrôles doivent être proportionnés. Ils pourraient s'inspirer de la pratique dans le domaine des prestations complémentaires (CD 14.1 à 14.3).

Renseignements complémentaires:

Stéphane Beuchat

Co-secrétaire général d'AvenirSocial

031 380 83 00 / s.beuchat@avenirsocial.ch

Cette prise de position a été élaborée en collaboration avec la Commission de politique sociale d'AvenirSocial et lors d'une journée de consultation (26 mars 2013) réunissant plusieurs expertes et experts. Elle a été adoptée, dans sa présente version, par le Comité suisse d'AvenirSocial.

¹⁷ Cf. à ce sujet Krieger, 2009, p. 7 ss.; Marti, 2007, p. 278 ss.; Mösch, 2008, p. 290.

Références bibliographiques

- Ames, Anne. (2009): Ursachen und Auswirkungen von Sanktionen nach §31 SGB II. Düsseldorf 2009, edition Hans-Böckler-Stiftung.
<http://www.sofeb.de/Kurzfassung%20Sanktionsprojekt.pdf>
- Amstutz, Kathrin (2005). Anspruchsvoraussetzungen und -inhalt. In Tschudi, Carlo (Hrsg.) (2005). Das Grundrecht auf Hilfe in Notlagen. Bern Stuttgart Wien: Haupt. S. 17-32.
- AvenirSocial (2010). Code de déontologie du travail social en Suisse. Un argumentaire pour la pratique des professionnel-le-s. Bern: AvenirSocial. <http://www.avenirsocial.ch/fr/deontologie>.
- AvenirSocial (2012). Programmes d'intégration dans l'aide sociale: Position d'AvenirSocial. Bern: AvenirSocial.
<http://www.avenirsocial.ch/fr/p42011264.html>
- Bauer, Joachim (2006). Prinzip Menschlichkeit. Warum wir von Natur aus kooperieren. Hamburg: Hoffmann und Campe.
- Bonvin, Jean-Michel; Nadai, Eva (2012). Missbrauch in der Sozialen Arbeit und in der Sozialpolitik. Schweizerische Zeitschrift für Soziale Arbeit, 13.
- Conférence suisse des institutions d'action sociale (2005). Concepts et normes de calcul de l'aide sociale. Berne: Conférence suisse des institutions d'action sociale, CSIAS. http://csias.ch/uploads/media/2012_RL-f.pdf
- Conférence suisse des institutions d'action sociale (2010). Contrôles et sanctions dans le cadre de l'aide sociale. Mesures d'assurance qualité et de prévention d'abus de l'aide sociale. Berne: Conférence suisse des institutions d'action sociale, CSIAS. http://csias.ch/uploads/media/Kontrollinstrumente_f_03.pdf
- Conférence suisse des institutions d'action sociale (2013). Les normes de la CSIAS dans les chefs-lieux cantonaux. Berne: Conférence suisse des institutions d'action sociale, CSIAS, Intranet.
- Eser Davolio, Miryam; Guhl, Jutta; Rotzetter, Fabienne (2013). Erschwerte Kooperation in der sozialarbeiterischen Beratungssituation: Sozialarbeitende im Spannungsfeld zwischen strukturellen Belastungen und Professionalität. Schlussbericht, SNF DoRe-Forschungsprojekt in Kooperation mit den Sozialen Diensten Allschwil, Binningen und Solothurn. Basel/Olten: FHNW.
- Ehrler, Franziska; Knapfer, Caroline; Bochsler, Yann (2012). Schwelleneffekte und negative Erwerbsanreize. Eine Analyse der kantonalen Steuer- und Transfersysteme. Grundlagenbericht zur Beantwortung des Postulats von Ständerat Claude Hêche (09.3161), erstellt im Auftrag des Bundesamts für Sozialversicherungen (BSV) und der Konferenz der kantonalen Sozialdirektorinnen und Sozialdirektoren (SODK). Forschungsbericht Nr. 14/12. Bern: Bundesamt für Sozialversicherungen.

Krieger Aebli, Salome (2009). Sozialhilfe zu Unrecht bezogen, aber dennoch nicht betrogen? Strafrechtliche und kriminologische Aspekte des Sozialhilfemissbrauchs am Beispiel des Kantons Bern. Masterarbeit. Fachhochschule Luzern. http://www.ccfw.ch/ccfw_krieger_sozialhilfe-2.pdf

Keller, Stefan (Hrsg.) (1999). Motivation zur Verhaltensänderung. Das Transtheoretische Modell in Forschung und Praxis. Freiburg im Breisgau: Lambertus.

Keller, Véréna (2005). Aider et contrôler. Les controverses du travail social. Lausanne: eesp.

Krennerich, Michael (2013): Soziale Menschenrechte. Zwischen Recht und Politik. Schwalbach: Wochenschau Verlag.

Kumpfer, Karol L. (1999). Factors and Processes Contributing to Resilience. The resilience framework. In Glantz, M. D. & Johnson, J. L. (Eds.). Resilience and development: Positive life adaptations. New York: Kluwer Academic. S. 179–224.

Maeder, Christoph; Nadai, Eva (2004). Organisierte Armut – Sozialhilfe aus wissenssoziologischer Sicht. Konstanz: Universitätsverlag.

Marti, Adrienne; Mösch Payot, Peter; Pärli, Kurt; Schleicher, Johannes; Schwander, Marianne (2007). Recht für die soziale Arbeit. Grundlagen und ausgewählte Aspekte. Bern, Stuttgart, Berlin: Haupt.

Mösch, Payot, Peter (2008). Sozialhilfemissbrauch: Begriffe, Sanktionen, rechtliche Rahmenbedingungen, in: Häfeli, C. (Hrsg.) Das Schweizerische Sozialhilferecht. Luzern: Interact. S. 279 – 321.

Nef, Rolf (2008). Sozialhilfemissbrauch. Grundlage für eine sachliche Diskussion. Winterthur, ZHAW. <http://pd.zhaw.ch/hop/1281841418.pdf>

Menke, Christoph; Pollmann, Arnd (2008): Philosophie der Menschenrechte zur Einführung. Hamburg: Junius.

Pollmann, Arnd; Lohmann, Georg (Hg.) (2012): Menschenrechte. Ein interdisziplinäres Handbuch. Stuttgart/Weimar: Metzler.

Pulver, Caroline (2010). Studie «Zur Debatte über den Sozialhilfemissbrauch in der Stadt Bern». Bern: Schweizerisches Arbeiterhilfswerk SAH.

Roth, Thomas (2008). Soziale Arbeit im Spannungsfeld zwischen Integration und sozialer Kontrolle am Beispiel des sozialen Integrationsauftrages der öffentlichen Sozialdienste. Dissertation zur Erlangung der Würde eines Doktors der Philosophie, vorgelegt der Philosophisch-Historischen Fakultät der Universität Basel. http://edoc.unibas.ch/728/1/DissB_8176.pdf

Schmid, Werner; Tecklenburg Ueli (Hrsg.) (2005): Menschenwürdig leben? – Vivre dignement? Fragen an die Schweizer Sozialhilfe – L'aide sociale suisse en question. Luzern: Caritas.

SECO-Publikation (2010). Arbeitslosenversicherung und Sozialhilfe: Zusammenarbeit bei der Arbeitsvermittlung . Studie zur Zusammenarbeit RAV-Sozialhilfe. <http://www.seco.admin.ch/dokumentation/publikation/00004/00005/04243/index.html?lang=de>

Tomasello, Michael (2010). Warum wir kooperieren. Berlin: Suhrkamp.

Wacquant, Loïc (2004): Punir les pauvres. Le nouveau gouvernement de l'insécurité sociale. Marseille: Agone.

Zobrist, Peter (2009): „Kann Motivation durch Zwang erreicht werden?“ Referat Solothurner SKOS-Tage vom 4. September 2009.

Zolli, Andrew; Healy, Ann-Marie (2012). Resilience: Why Things Bounce Back. New York: Simon and Schuster Paperbacks.

AvenirSocial
Travail social Suisse
Case postale 8163
CH-3001 Berne
info@avenirsocial.ch
www.avenirsocial.ch